

Alors que des signes tangibles d'une activité enfin plus soutenue sont visibles, dans la hausse des chiffres d'affaires en particulier, de nouveaux doutes surgissent chez les responsables de notre panel. Ce qui est certain, c'est que toutes les branches et, en leur sein, toutes les entreprises, ne sont pas inscrites dans le même mouvement. En attestent les évolutions dans l'industrie avec des carnets de commande qui se garnissent dans une proportion intéressante d'établissements, mais se dégonflent pour une part également assez élevée d'entre eux. L'amélioration des carnets de commande des services est plus modérée que ce qui était attendu et ils sont tenus à l'écart du boom de la création d'entreprise.

Le rebond des exportations départementales représente dans ce contexte particulier une véritable bouffée d'oxygène. Il repose sur les trois piliers manufacturiers du Loir-et-Cher qui semblent enfin bénéficier de la progression très soutenue de la demande mondiale. Le recul des importations constitue au contraire un indicateur négatif, puisqu'elles sont pour beaucoup liées au niveau d'investissement des entreprises, lequel demeure faible malgré un très léger sursaut durant l'hiver. Les capacités de production sont d'ailleurs très loin d'être utilisées à plein ; de même, la mise en chantier de locaux destinés aux activités ne cesse de s'amenuiser.

Il en va de même pour les besoins en main d'œuvre. Notre enquête fait ressortir une proportion plus importante des cas de réduction

d'effectifs que d'augmentation. Le recours à l'intérim poursuit son repli et les demandes préalables à l'embauche sont au plus bas depuis cinq ans. On enregistre cependant une reprise des offres déposées à l'ANPE pour des contrats à durée déterminée. Le chômage augmente moins vite, mais la poussée due à l'inscription des salariés de Matra en fin de congé de conversion est désormais imminente.

Le blocage des perspectives d'emploi depuis plusieurs mois trouve aujourd'hui sa traduction dans une forte augmentation du nombre de bénéficiaires du RMI.

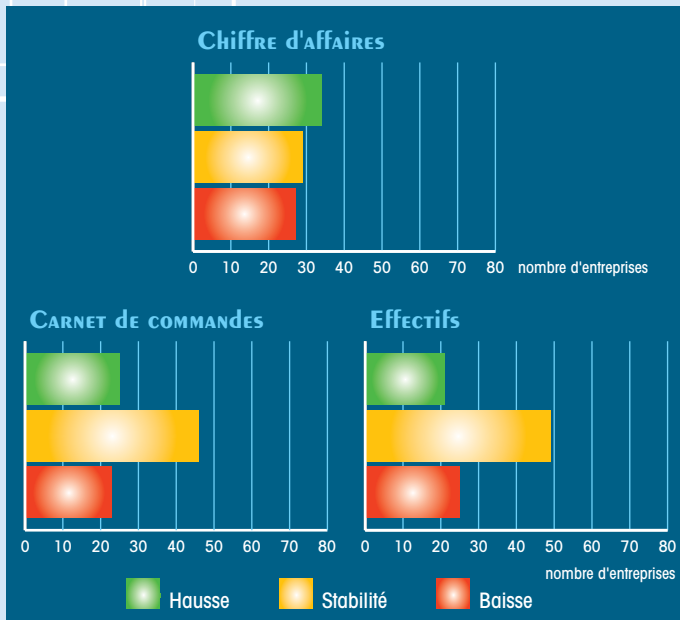
Contre toute logique, la ruée sur le logement, en particulier individuel, ne semble pas affectée par toutes ces perturbations. Elle ne faiblit pas et incite à la création de nouvelles entreprises en grand nombre dans ce secteur. Cet arbitrage des ménages

en faveur du logement se fait d'ailleurs au détriment des crédits à la consommation, ce qui peut fragiliser à terme un des piliers les plus sûrs de l'économie au cours de ces dernières années.

Les espoirs d'une croissance française un peu plus forte qu'initialement prévu, 2 % voire plus, se renforcent. Mais en parallèle, de nouvelles perturbations se font jour au plan international, telles que l'envolée des prix du pétrole qui, en se répercutant sur les coûts de nombreux produits intermédiaires ou finis, peut freiner le développement du commerce mondial, mais surtout la consommation intérieure.

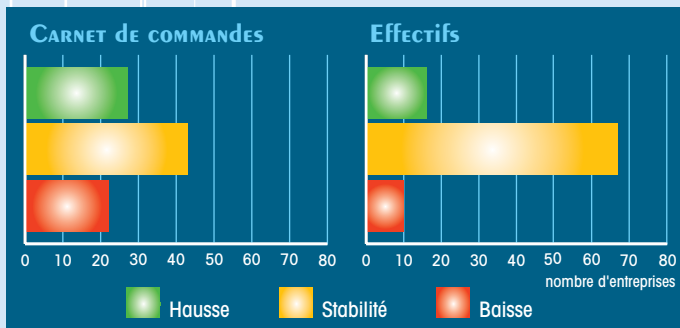
L'ACTIVITÉ S'AMÉLIORE, LA PERPLEXITÉ S'ACCENTUE

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

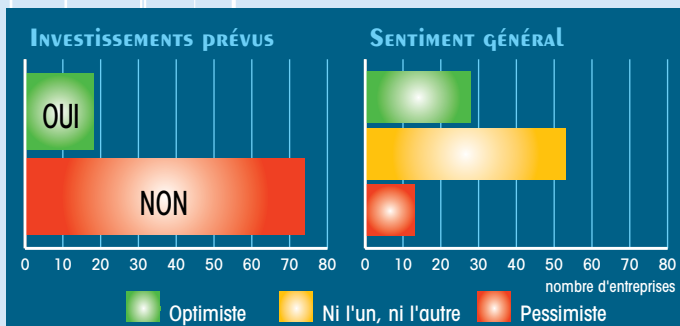


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 3 au 11 juin 2004. Elle couvre 94 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

DES SIGNES DE REPRISE, MAIS DE GRANDES INTERROGATIONS SUR SA PÉRENNITÉ

Enfin, l'activité économique a marqué des **signes de redémarrage** au cours du printemps. Les **chiffres d'affaires sont plus élevés** qu'en juin 2003 dans près de **4 établissements sur 10**, deux fois plus qu'en mars. Le rebond est donc net, surtout dans l'industrie. Dans le même temps, les **cas de recul** sont moins nombreux qu'auparavant, mais demeurent relativement importants, **3 sur 10**. C'est paradoxalement aussi dans l'industrie que la proportion est la plus forte, la stabilité l'emportant dans la construction et les services.

La part des responsables considérant que leur **carnet de commandes** est à un **niveau normal** s'est étoffée pour dépasser 60 %. Plus de **3 sur 10 les jugent toutefois encore insuffisants**. En revanche, les baisses par rapport au 1^{er} trimestre ne concernent qu'une entreprise sur 4, quel que soit le secteur. **L'amélioration** des volumes d'affaires est plus sensible dans les services et la construction. Globalement, elle est constatée dans **plus d'un quart des établissements**. Il convient pourtant de souligner que les prévisions recueillies en mars étaient un peu plus optimistes, notamment dans les services. Celles établies pour cet été sont d'ailleurs plus mesurées et laissent entrevoir la **poursuite d'une croissance modérée**. **Un responsable sur 4 envisage de surcroît un carnet de commandes moins garni**.

La **situation est loin d'être florissante sur le plan de l'emploi**. En effet, les **effectifs** sont en **hausse dans un peu plus de 2 entreprises sur 10**, mais en **baisse dans une plus large proportion (1/4)**, ce qui contredit les prévisions de l'enquête précédente. C'est dans l'industrie que l'écart est le plus marqué avec une baisse dans 3 cas sur 10. On s'attend dans l'ensemble à une stabilité dans les mois à venir; néanmoins, des recrutements sont envisagés dans la construction et les services.

Les fondements de la reprise ne sont pas encore suffisamment clairs et solides aux yeux des responsables interrogés. Une grande majorité reste indécise sur les perspectives futures, tandis que le **pessimisme regagne du terrain**. En témoignent également les **intentions d'investir qui sont quasiment revenues à leur plus bas niveau** (2 établissements sur 10). Parmi les transporteurs, on s'inquiète beaucoup de la flambée des prix des carburants, synonyme de marges à nouveau réduites dans la mesure où les coûts ne peuvent être intégralement répercutés au client. Les sujets d'inquiétude restent décidément trop nombreux pour envisager l'évolution économique du Loir-et-Cher en 2004 avec sérénité.

LES SERVICES À L'ÉCART DE LA FIÈVRE ENTREPREUNARIALE, LE BÂTIMENT EN POINTE

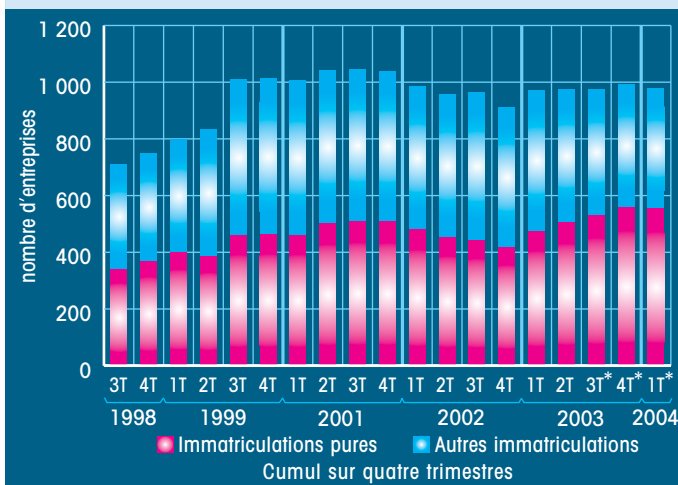
Aucun ralentissement n'est perceptible dans la **création de nouvelles entreprises** en Loir-et-Cher. Selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, le nombre de **créations pures** ① s'établit à **555** en **données cumulées** sur douze mois, en **augmentation de 16,6 %** sur la période antérieure. L'évolution est fortement positive pour la plupart des secteurs d'activité, à l'exception des services aux entreprises.

Les données définitives pour chacun des deux premiers trimestres 2003 indiquent un volume de 160 créations. Fin mars 2004, on compterait au total 978 immatriculations sur un an, dont 56,7 % de créations au sens strict.

Dans le même temps, les **disparitions nettes d'entreprises (radiations pures)** ②, apparaîtraient en retrait sensible. Les résultats définitifs des deux premiers trimestres 2003 sont très encourageants à cet égard. Les mouvements purs au Registre du Commerce et des Sociétés déboucheraient donc sur un **solde toujours très nettement positif** (plus de 200 entreprises en douze mois en l'état actuel). Les activités les plus en pointe sont, comme précédemment, la construction et les services aux entreprises, alors que les hôtels-café-restaurants perdent des unités.

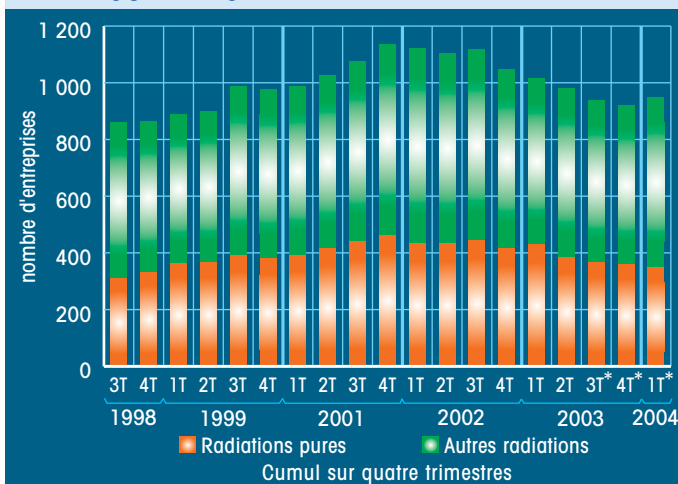
Comme à chaque premier trimestre, les **mouvements d'entreprises artisanales** ③ **sont favorables. Néanmoins, le nombre des immatriculations (116) est inférieur** de 7 unités à celui constaté entre janvier et mars 2003. Dans le même temps, on **compte 2 radiations de plus**, avec un total de 105. Le solde qui en résulte est positif (+ 11), mais plus faible qu'au 1^{er} trimestre 2003. Il se rapproche beaucoup, en revanche, de la valeur enregistrée durant les trois années précédentes. **En cumul sur douze mois, la tendance reste bien orientée** avec 422 immatriculations pour 387 radiations, générant un solde positif de 35 unités. L'écart d'évolution s'accroît encore entre **le secteur du bâtiment, dont les gains se sont renforcés** (+ 52) et les autres activités qui voient au mieux s'annuler créations et disparitions, à l'exception du Bois-ameublement (+ 4). L'érosion se confirme pour les services (- 8) et l'alimentation (- 10).

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



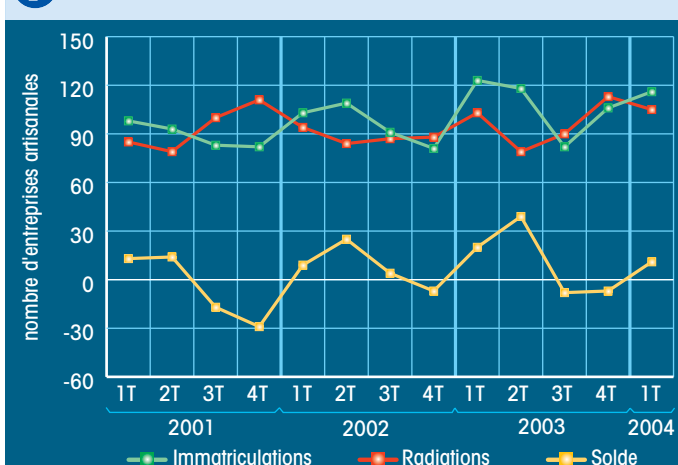
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



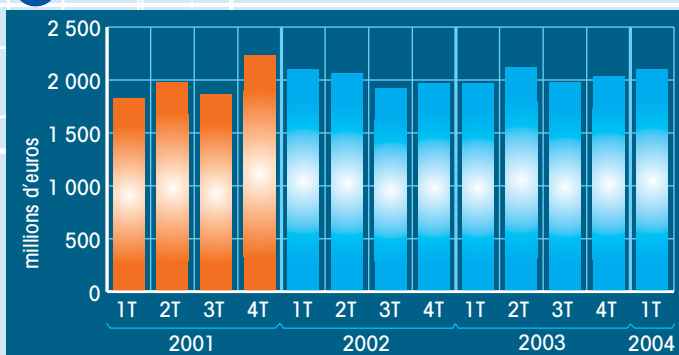
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



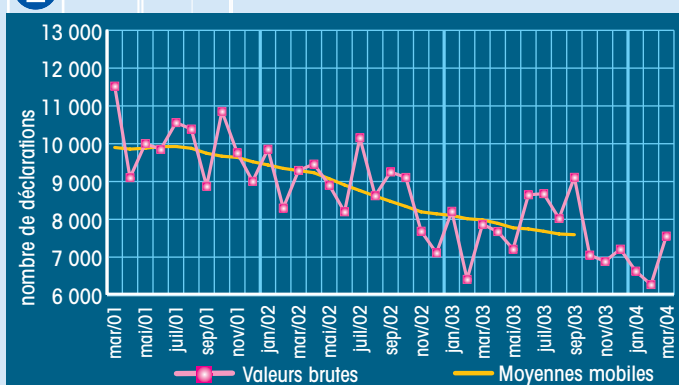
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



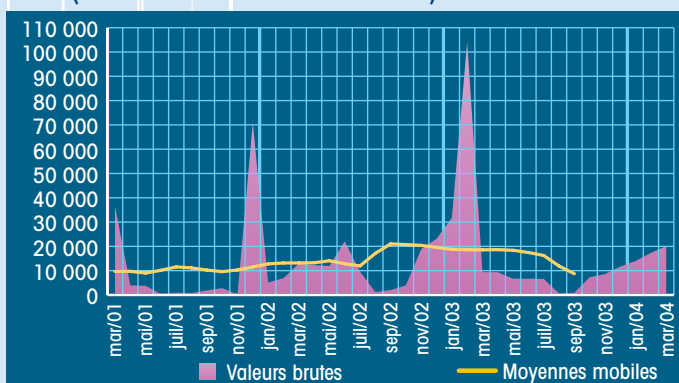
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



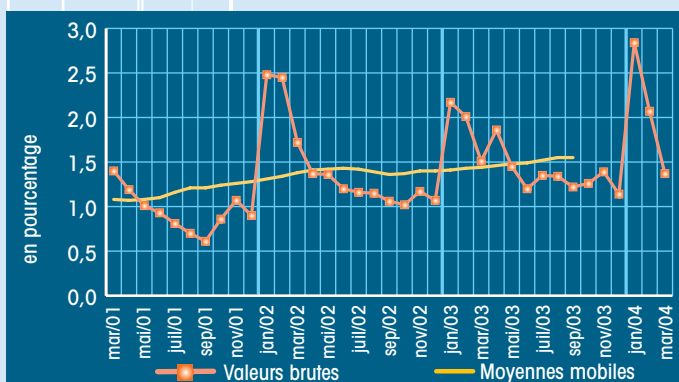
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

DES SIGNES TANGIBLES D'UNE REPRISE

Pour le deuxième trimestre consécutif, le montant global des **chiffres d'affaires des entreprises** ① du Loir-et-Cher est plus élevé qu'un an auparavant : 2 103 M €, soit une progression de 6,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2003. Cela constitue donc une **évolution encourageante, signe d'une certaine reprise**, même si le total de référence était l'un des plus faibles enregistrés depuis 2 ans. Sur les douze derniers mois, la progression est de 4 % avec 8 245 M €.

Le mouvement est néanmoins encore insuffisant pour que les entreprises étoffent leurs effectifs. Le recours au travail temporaire ② s'inscrit de nouveau en retrait avec 20 463 **demandes préalables** à l'embauche enregistrées par l'URSSAF à ce titre, **3,3 % de moins qu'à l'automne et 9 % de moins qu'au 1^{er} trimestre 2003**. Sur douze mois, moins de 91 000 demandes ont été comptabilisées, en **recul de 9,9 %** sur la période antérieure.

Le **chômage partiel** ③ est également à la hausse, poursuivant ainsi sur sa lancée du trimestre précédent. Entre janvier et mars, **51 447 heures**¹ indemnisables ont été accordées, pour 837 salariés, soit **un bond de 86,3 % en trois mois**. Par rapport à l'hiver 2003, on est en baisse de 65 %. Il faut toutefois rappeler que les volumes de cette période étaient exceptionnels, marqués par une réduction d'activité chez Matra. **En cumul annuel**, le même phénomène entraîne une diminution de 56 % avec un total de **110 048 heures**.

La secousse Matra pèse encore sur la masse salariale. Au cours du 1^{er} trimestre, le montant des **cotisations appelées** ④ par l'URSSAF² se trouve inférieur de 0,8 % à celui de l'hiver 2003, à 228,3 M €. En revanche, il est en hausse de 5,6 % par rapport au trimestre précédent, témoignage d'une activité plus intense. De même, la situation des entreprises s'améliore quelque peu si l'on en juge par **la part des cotisations restant dues** à l'échéance, qui s'établit à **1,37 %** au 31 mars, taux plus faible à cette date qu'en 2003 (1,51 %) et 2002.

LA DEMANDE EXTÉRIEURE SE RAFFERMIT NETTEMENT

En fin d'année 2003, les **exportations** ⑤ départementales avaient cessé de chuter. Début 2004, elles marquent un **nouvel envol à près de 379 millions d'euros**, soit un **bond de 26,1 % en trois mois** et de 16,3 % par rapport

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

à l'hiver 2003. Résultat d'autant plus appréciable que les exportations régionales sont en baisse. Les équipements automobiles (+ 73 %), les machines et équipements (+ 18 %), la chimie-pharmacie-cosmétiques (+ 4,8 %), les trois principaux postes d'exportation, profitent enfin de la croissance mondiale. On peut y ajouter l'habillement (+ 68 %), qui réalise 6,4 % des exportations du Loir-et-Cher et a ainsi dépassé l'industrie agroalimentaire qui demeure toujours sur une pente négative (- 3,6 %). **En cumul sur douze mois**, le montant reste inférieur de **14,6 %** à celui de la période antérieure à **1,278 milliard d'euros**.

A contrario, les importations se sont tassées assez nettement : **284,9 M €, 14,3 % de moins** qu'au 4^e trimestre 2003. Les secteurs qui ont plus exporté ont importé moins de marchandises, en particulier des équipements. Le **cumul annuel** est de ce fait lui aussi **en retrait** de 2,4 % avec un total de 1,215 milliard d'euros.

Ces tendances opposées ont permis au Loir-et-Cher de renouer avec l'excédent commercial auquel il était accoutumé. Il s'établit à 94 millions d'euros, gommant largement le déficit du trimestre précédent. Le **taux de couverture**³ est donc positif et ressort à **133 %**. Celui du Centre perd encore quelques fractions à 103,7 %.

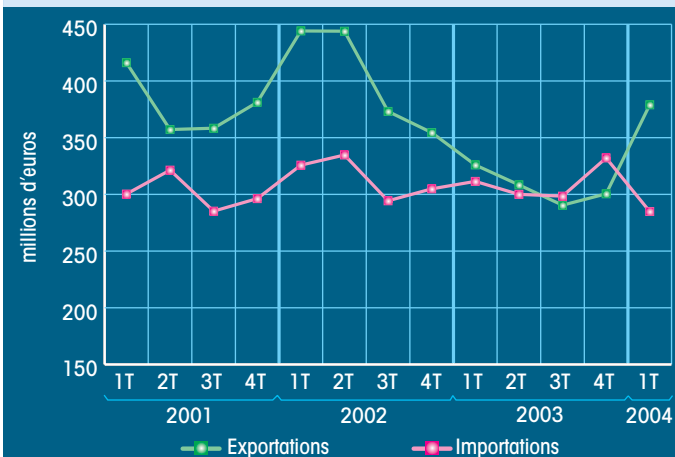
LE NIVEAU D'INVESTISSEMENT RESTE FAIBLE

Après trois trimestres consécutifs où l'**investissement des entreprises** **6** était au plus bas, ce 1^{er} trimestre montre un **certain regain**, sans toutefois atteindre des sommets. Il se situe en **hausse de 22 % par rapport au trimestre précédent**, mais demeure **inférieur de près de 5 %** au niveau atteint à l'hiver 2003.

Les besoins en **immobilier d'activités** **7** sont en revanche toujours **très faibles**, contredisant les autorisations délivrées en fin d'année dernière : **39 183 m²** mis en chantier entre janvier et mars, à peine plus qu'entre octobre et décembre 2003 (+ 2,7 %). Sur les **douze mois écoulés**, le total est néanmoins plus élevé qu'auparavant avec **211 083 m²** (+ 14,7 %), mais l'on se souvient qu'une partie des constructions de l'hiver s'était reportée sur le printemps en raison de conditions climatiques défavorables. Pour l'ensemble de la région, l'évolution est plus faible : + 7,6 %. En Loir-et-Cher, les activités présentent des profils différenciés : les surfaces consacrées à l'agriculture sont en chute libre, celles destinées à l'industrie et au commerce se maintiennent, à un niveau moyen pour la première et élevé pour le second. Le marché des bureaux semble avoir atteint un maximum et devrait reculer dans les mois qui viennent. Le volume des autorisations délivrées en ce début d'année apparaît dans l'ensemble en baisse, mais en hausse pour l'industrie.

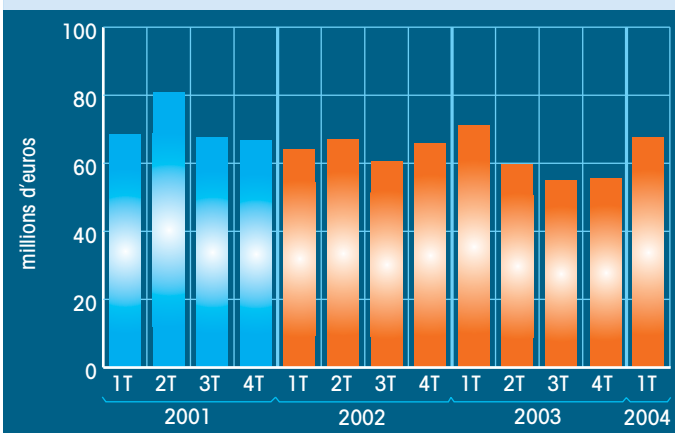
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



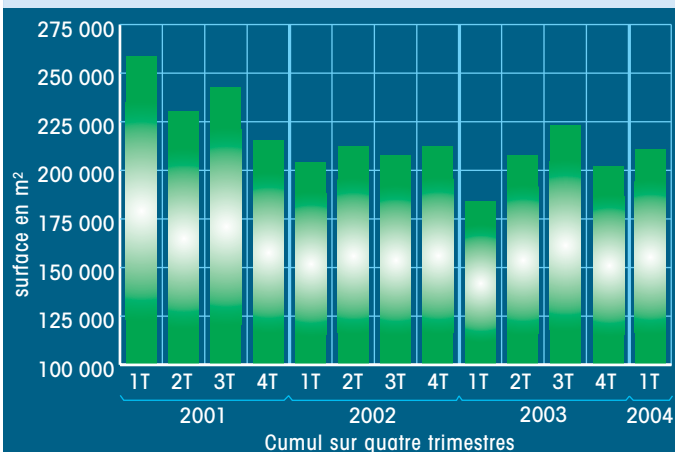
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

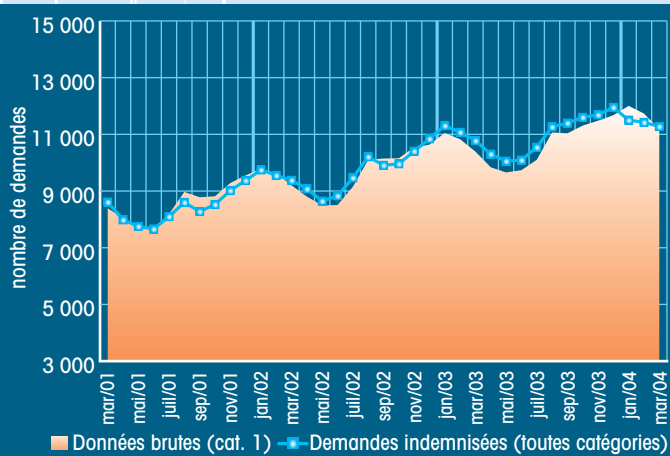
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

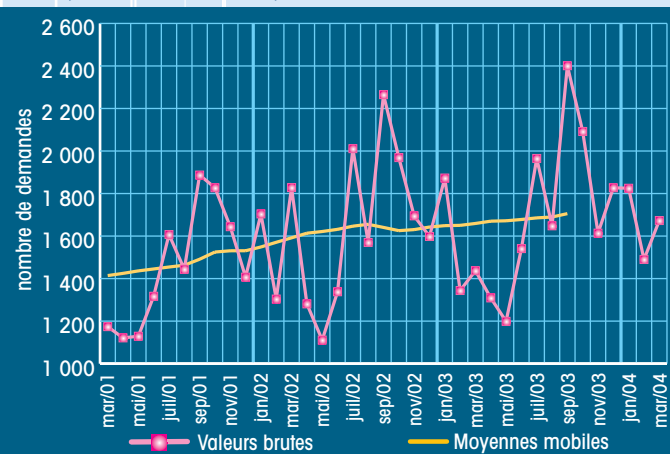
* Cumul glissant sur quatre trimestres.

1 DEMANDES d'Emploi EN Fin de Mois (DEFM)



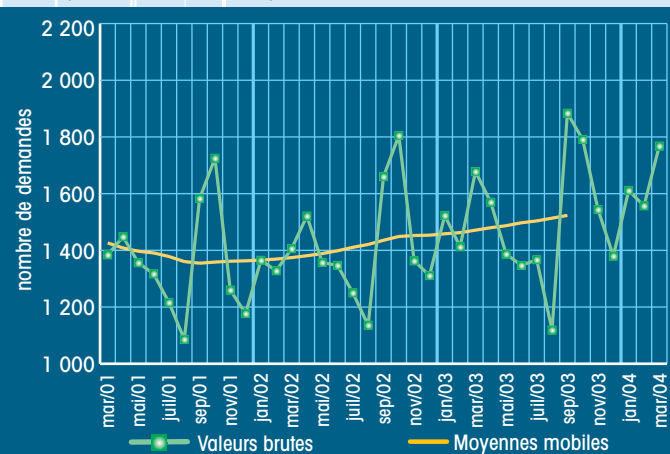
sources DDTEFP - ASSEDI
Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP
Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP
Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

FORTE AUGMENTATION DES INSCRIPTIONS CONSÉCUTIVES À UN LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

En attendant le prochain à-coup prévu pour le printemps avec l'inscription à l'ANPE de la dernière vague des salariés de Matra restés sans solution après leur congé de conversion, le **rythme annuel d'augmentation du chômage s'est de nouveau ralenti: + 7,6 %**; il est proche de la moyenne du Centre (+ 7,7 %) au sein de laquelle le Loiret est le plus pénalisé (+ 10 %).

En revanche, le nombre de demandeurs a **augmenté de 2,1 % en données corrigées des variations saisonnières** entre janvier et mars. Seul le Cher connaît une dégradation supérieure (+ 3,3 %), l'Eure-et-Loir étant affectée de façon identique au Loir-et-Cher. La moyenne régionale s'établit à + 0,5 % (recul en Indre-et-Loire et dans l'Indre, stabilité dans le Loiret) et l'on observe une baisse de 1 % pour l'ensemble du pays. Au 31 mars, notre département compte **11 180 chômeurs en données brutes**.

Le bassin de **Romorantin** connaît une nouvelle aggravation avec une **augmentation** annuelle de **8,2 %**, double de celle constatée fin décembre. L'évolution est au contraire moins rapide dans celui de **Blois (+ 7,8 %)** et reste un peu moins forte qu'ailleurs dans le **Vendômois (+ 6,3 %)**.

Les allers-retours sur l'**indemnisation** ① rendent difficile la perception de cet indicateur. À la fin de ce 1^{er} trimestre, le nombre des demandeurs d'emploi en bénéficiant s'élèverait à **10 777**, soit **4,6 % de plus** qu'un an auparavant.

L'écart d'évolution entre les sexes se réduit encore légèrement, mais les **demandes masculines croissent toujours plus vite que les féminines: + 9,2 %** contre + 5,8 %. Cette distorsion est entièrement imputable au Romorantinais (+ 17 % pour les hommes, - 1,4 % pour les femmes). On constate en effet un mouvement inverse en Vendômois et une quasi-égalité dans la zone de Blois. Comme au trimestre précédent, la **poussée est forte pour les plus de 50 ans (+ 12,8 %)** et moyenne pour les 25-49 ans (+ 7,3 %); le **rythme ralentit** en revanche **nettement pour les plus jeunes (+ 3,7 %)** grâce en particulier à un recul de 17 % dans la zone de Romorantin, alors qu'ils sont les plus touchés dans celles de Blois (+ 11,4 %) et de Vendôme. Le nombre des **chômeurs de longue durée augmente de nouveau moins vite**; depuis mars 2003, ils sont 8,6 % de plus, contre + 15,4 % en décembre. Toutes les **catégories socioprofessionnelles** enregistrent également une évolution moins rapide, mais pour les **techniciens**, elle atteint encore 22,2 % et 14,8 % pour les **cadres et agents de maîtrise**. Le nombre des ouvriers spécialisés recule de 3,2 %.

Le volume des **nouvelles inscriptions** ② est de nouveau supérieur à celui du même trimestre de l'année précédente : **4 998 entre janvier et mars, soit 7,2 % de plus** qu'à l'hiver 2003. En **cumul sur douze mois, la progression est de 5,6 %**; elle est plus élevée que dans le Centre (+ 4,9 %) et en France (+ 3,8 %). La forte poussée des **licenciements économiques** continue (+ 28 % en trois mois, + 55 % en cumul), mais l'on constate aussi davantage de "premières entrées dans la vie active". Les fins de CDD et de missions d'intérim voient simultanément leur repli s'accroître. Il semble donc que le noyau permanent des salariés soit aujourd'hui attaqué à son tour.

Le **nombre de sorties** ⑦ des fichiers de l'ANPE **s'étoffe** lui aussi : 4 936 au 1^{er} trimestre, soit 7 % de plus qu'entre janvier et mars 2003. En cumul annuel, le gain est cependant plus modeste qu'entre octobre et décembre, + 5,5 %. Il demeure un peu supérieur à celui enregistré dans la région et le pays. Il convient de souligner que le nombre des **reprises d'emploi** sur ces trois mois est en **augmentation de près de 8 %** par rapport aux deux trimestres de référence.

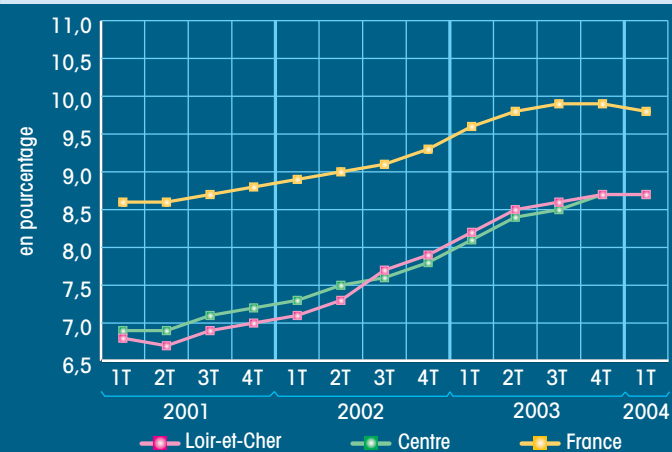
L'INSEE a recalculé les **taux de chômage** ④, sur la base de sa dernière enquête sur l'emploi. Ils ne sont pas encore disponibles pour les arrondissements. Le nouveau taux pour le **Loir-et-Cher** s'établit à **8,7 %**, en augmentation de 0,5 point sur douze mois. Il est identique à la moyenne du Centre (+ 0,6 point) et demeure inférieur de plus d'un point au taux national, 9,8 % (+ 0,2).

Toujours pas de reprise de l'embauche

Après plusieurs mois de reflux ininterrompu, **les offres d'emploi** ⑤ (3 383) **s'étoffent très sensiblement** : 56 % de plus qu'à l'automne dernier, 44 % de plus qu'entre janvier et mars 2003. Ce sont surtout les **contrats de moyenne durée (3 à 6 mois) qui entraînent la tendance**, le nombre d'offres pour emploi durable restant au même niveau qu'il y a un an. **En données cumulées** sur douze mois **l'érosion demeure**, mais son **rythme est divisé par deux à - 4,2 %** avec un total de 11 898 offres. Dans le même temps, le recul est un peu supérieur en France (- 6,6 %) et beaucoup plus élevé dans le Centre (- 13 %).

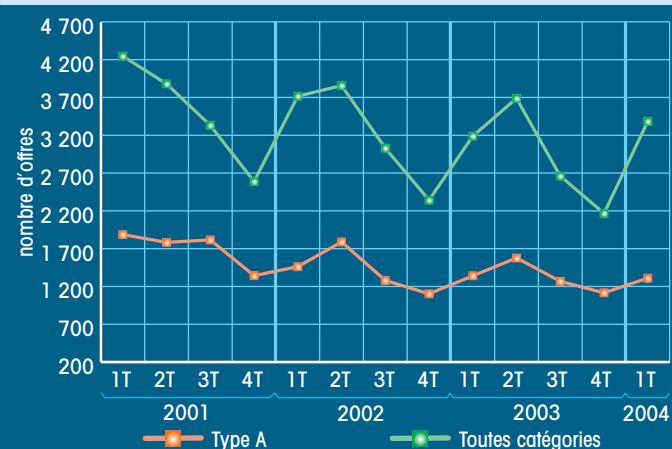
Le contraste est saisissant avec les **déclarations préalables à l'embauche** ⑥, dont le nombre est en net repli. Au cours du 1^{er} trimestre, l'URSSAF en a enregistré 9 935 (hors agriculture), ce qui représente le plus faible total depuis cinq ans. Il convient cependant de préciser que le déficit par rapport à l'hiver 2003 n'est que de 0,5 %. Sur **douze mois**, le repli reste lui aussi relativement limité (-3,2 %), grâce à une **demande forte du bâtiment**, tandis que les **résultats de l'industrie semblent s'améliorer**. En revanche, les services accusent un très net fléchissement.

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDEFP

⑤ Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source ANPE

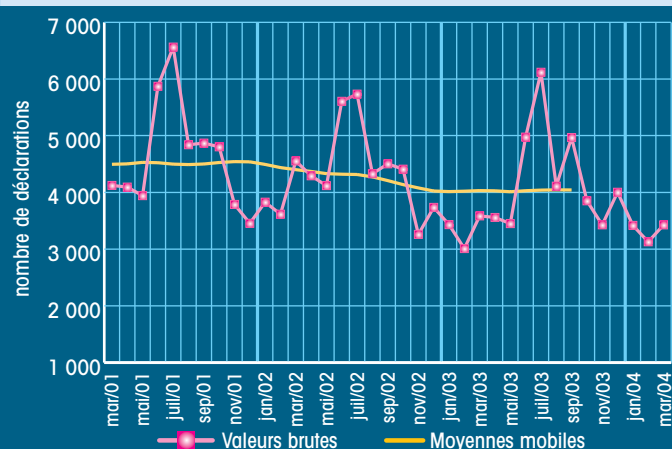
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

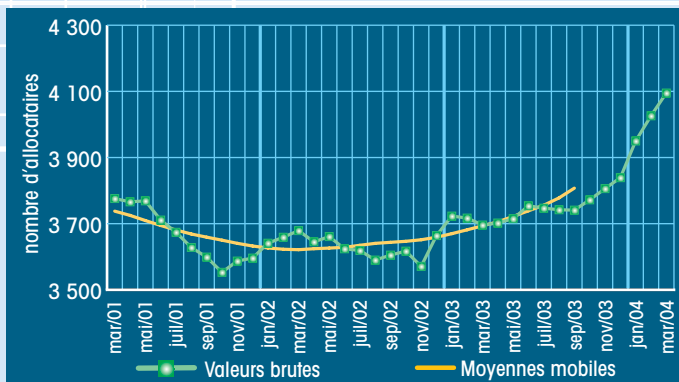
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

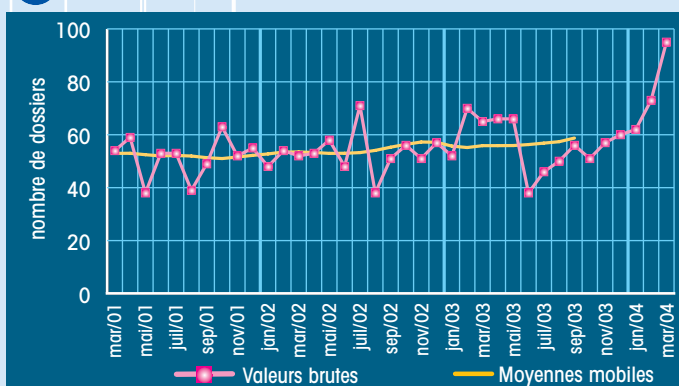
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



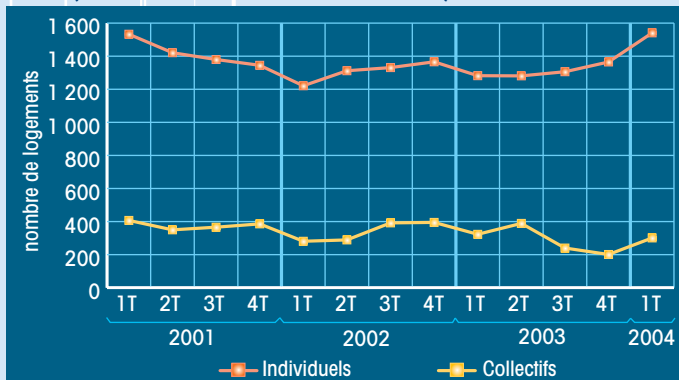
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

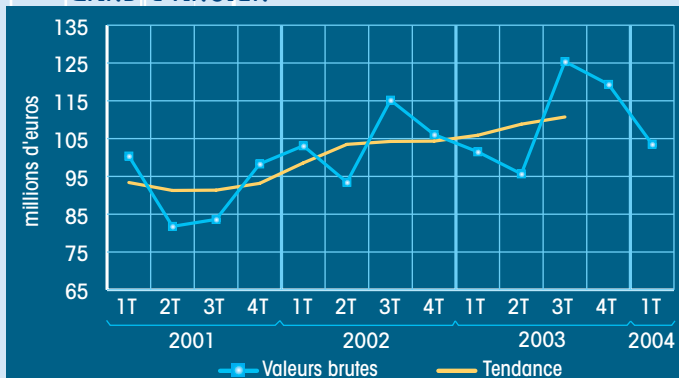
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LE NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DU RMI S'ACCROÎT NETTEMENT

Le dernier trimestre 2003 avait vu repartir à la hausse le nombre des **bénéficiaires du RMI** ①. Cette évolution s'est nettement aggravée entre janvier et mars avec un **accroissement de 6,7 % en trois mois et de 10,8 % sur un an**. Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte **4095 bénéficiaires**.

La "procédure de la deuxième chance" instituée dans le cadre de la loi Borloo explique probablement la **forte poussée du nombre des dossiers** ② déposés auprès de la Commission de surendettement : **230**, soit le **plus fort contingent depuis au moins neuf ans**. L'augmentation est brutale, 37 % de plus qu'au trimestre précédent et 23 % de plus qu'à l'hiver 2003. **En données cumulées**, ce sont 720 dossiers qui ont été recensés, en progression de 7,5 % par rapport aux douze mois précédents. L'évolution est cependant encore plus sensible dans le Centre (+ 11,9 %) et la France (+ 15,8 %).

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS AU PLUS HAUT

Après un très bon automne, **l'hiver a été excellent** avec la mise en chantier de **575 nouveaux logements** ③. Au cours des cinq dernières années, seul le total du 2^e trimestre 2001 est plus élevé. Le raffermissement des logements collectifs (133) s'est ajouté à une activité encore en hausse dans l'habitat individuel (442).

Au total sur **douze mois**, ce sont **1 842 logements** qui ont été lancés, soit une **progression de près de 15 %** par rapport à la période antérieure. On observe néanmoins une divergence entre le collectif, en repli de 6,8 % et l'individuel qui bondit de 20 %. Les autorisations laissent présager une prolongation de cette tendance.

Le marché de **l'immobilier ancien** s'accorde une pause après deux trimestres record. Le **montant des transactions** s'établit à **104 millions d'euros**, en baisse de 13,3 % par rapport au trimestre précédent; il est toutefois un peu supérieur à celui de l'hiver 2003 (+ 2 %). Le cumul sur douze mois atteint 444 millions d'euros, en hausse de 6,7 %.